

Marjorie BEULAY



**Maître de conférences à l'Université de Picardie Jules Verne et Membre du CURAPP
ESS – UMR 7319 depuis février 2017**

**Directrice pédagogique de la Double Licence Anglais-Droit de l'Université de Picardie
Jules Verne depuis septembre 2018**

**Juge-Assesseur nommé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à
la Cour nationale du droit d'asile depuis mars 2016**

Adresse professionnelle : Université de Picardie Jules Verne - UFR de Droit et de Science
Politique – Bureau 340 – 10, placette Lafleur - BP 2716 - 80027 AMIENS Cedex 1

Adresse électronique : marjorie.beulay@u-picardie.fr

TITRES UNIVERSITAIRES

- Doctorat en droit public – 2015

Thèse portant sur *L'applicabilité des droits de l'Homme aux organisations internationales* soutenue le 9 décembre 2015 à l'Université Paris Nanterre.

Jury présidé par le Professeur Sébastien TOUZE (Université Paris II Panthéon-Assas) et composé du Professeur Pierre BODEAU-LIVINEC (Université Paris Nanterre – Rapporteur), du Professeur Gérard CAHIN (Université Paris II Panthéon-Assas – Rapporteur), du Professeur Jean-Marc THOUVENIN (Université Paris Nanterre – Directeur de recherche) et de Ludovic HENNEBEL (Université Aix-Marseille – Suffragant).

Mention très honorable, thèse proposée à l'obtention d'un prix de thèse et pour l'octroi d'une subvention en vue d'une publication.

Lauréat du 1^{er} Prix de l'Université du Conseil départemental du Val de Marne 2016.

**- Master 2 Recherche Droit des relations économiques internationales et
communautaires - 2007**

Mention Assez-bien. Major de promotion.

Université Paris Nanterre

**- Master 1 Études bilingues des droits de l'Europe – Spécialisation Droit
international et européen. Mention Droit russe – 2006**

Mention Assez-Bien.

Université Paris Nanterre

**- Magistère International d'Études juridiques appliquées – Spécialisation Russe –
2005**

Université Paris Nanterre.

- Licence de Droit option Droit international public – 2 005

Mention Assez-Bien.

Université Paris Nanterre.

- Deug de Droit spécialisation Russe – 2004

Mention Assez-Bien.

Université Paris Nanterre.

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- **Maître de conférences en droit public - depuis Février 2017**

Université de Picardie – Jules Verne.

- **Enseignant contractuel – 2015-2016**

Université de Picardie – Jules Verne.

- **Chargée de cours vacataire – depuis 2012**

SciencesPo Paris – PSIA (2019-2020).

Université Paris I Panthéon-Sorbonne – UFR d’Histoire (2018-2020).

Université Catholique de Lille – Campus d’Issy les Moulineaux (2017-2019).

Université Paris 8 – Saint Denis (2016-2017).

Université de Picardie – Jules Verne (2016).

Université de Neuchâtel – Suisse (2014-2016).

Université Paris Nanterre (2013-2019).

Institut d’Étude des Relations Internationales [ILERI] (2012-2018).

- **Attachée temporaire d’enseignement et de recherche – 2010-2012**

Université Paris Nanterre.

- **Allocataire-moniteur – 2007-2010**

Université Paris Nanterre.

FONCTIONS INSTITUTIONNELLES

- **Juge-asseur nommé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés – depuis 2016**

Cour nationale du droit d’asile, Montreuil (93).

AFFILIATIONS

- Membre du Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politique de Picardie – Épistémologie et Sciences Sociales , UMR 7319 (CURAPP – ESS).
- Membre associé du Centre de droit international de Nanterre (CEDIN).
- Membre de la Société française de droit international (SFDI).
- Membre de l’International Law Association (ILA).
- Membre de la Société québécoise de droit international (SQBI).
- Membre de l’Association des Amis de l’Institut international des droits de l’Homme – Fondation René Cassin (IIDH).
- Membre de l’Observatoire universitaire international sur le Sahara Occidental (OUIISO).
- Membre de l’Association des juges de l’asile (AFJA).

ACTIVITES DE RECHERCHE

Thèse

1. *L’applicabilité des droits de l’Homme aux organisations internationales*, thèse soutenue publiquement le 7 décembre 2015, Université Paris Nanterre, 712p.

Direction scientifique

2. *Que reste-t-il des libertés académiques ?*, Journée d’étude initialement prévue le 12 mai 2020 et reportée au 20 mai 2021, à l’Université de Picardie Jules Verne.

3. *Le Sahara occidental : actualités récentes d'une question ancienne*, Colloque international et pluridisciplinaire organisé les 27 et 28 mai 2019, à l'Université de Picardie Jules Verne.
4. *Encampés – De quel(s) droit(s) ?* en collaboration avec L. DUBIN, A.-L. CHAUMETTE & M. EUDES, financement Paris Lumière codirigé par le C.E.D.I.N. de l'Université Paris Nanterre et le Laboratoire Forces du Droit de l'Université Paris 8 – Vincennes Saint Denis [2016-2018].

Articles

5. « Le baroud d'honneur d'un organe malheureusement méconnu – obs. sous Panel consultatif des droits de l'homme, *N.M. et autres c. MINUK*, décision du 26 février 2016 », *RTDH*, janvier 2017, n°109, pp. 201-219.
6. « La responsabilisation des Nations Unies : perspectives d'amélioration d'un échec », *Observateur des Nations Unies*, n°2014-2, juin 2015, vol. 37, pp. 51-77.
7. « The Action of Legal Persons in the European System of Human Rights Protection – Collective or Individual Interest ? », *Law & Practice of International Courts and Tribunals*, 2013, vol. 12, n°3, pp. 321-341.
8. « Organisations internationales et sécurité collective : quelle place pour les droits de l'Homme ? », *Revista do Instituto Brasileiro de Direitos Humanos*, vol. 11, 2011, pp. 125-140.
9. « Les arrêts *Kadi et Al Barakaat International Foundation* – Réaffirmation par la Cour de Justice de l'autonomie de l'ordre juridique communautaire vis-à-vis du droit international », *Revue du Marché Commun et de L'Union Européenne*, n°524, Janvier 2009, pp. 32-40.

Participations à des ouvrages collectifs

10. « Responsabilité et *accountability* des gestionnaires de camps » in L. DUBIN, A.-L. CHAUMETTE, M. EUDES & M. BEULAY, *Encampés – De quel(s) droit(s) ?*, Paris, Institut universitaire Varennes, 20p., à paraître.
11. « Les exceptions aux immunités de l'État » in P. BODEAU-LIVINEC & M. FORTEAU (dir.), *Droit international des immunités*, Paris, Pedone, 10p., à paraître.
12. « L'action humanitaire des autres organisations internationales », in S. SZUREK, M. EUDES & PH. RYFMAN [dir.], *Droit et pratique de l'action humanitaire*, Paris, L.G.D.J., pp. 394-409.
13. « La mer territoriale » in M. FORTEAU, D. MÜLLER, A. PELLET et J.-M. THOUVENIN, *Droit international de la mer*, Paris, Pedone, 2017, pp. 355-366.
14. « Les limitations portées aux actes des organisations internationales : le cas des administrations territoriales internationales contrôlées par les Nations Unies et de leurs Hauts Représentants » in D. SAROOSHI (dir.), *Mesures de réparation et responsabilité à raison des actes des organisations internationales*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, Collection Académie de Droit international de La Haye, 2014, pp. 227-271.
15. « Le développement du droit international social » in J.-M. THOUVENIN et A. TREBILCOCK (dir.) *Droit International Social*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 2 tomes, 1^{er} tome, pp. 59-90.
16. « L'État membre dans l'Union européenne » in M. BENLOLO-CARABOT, E. CUJO et U. CANDAS (dir.), *Union européenne et droit international*, Paris, Pedone, 2012, pp. 116-138.
17. « Les traités constitutifs de l'Union européenne » in M. BENLOLO-CARABOT, E. CUJO et U. CANDAS (dir.), *Union européenne et droit international*, Paris, Pedone, 2012, pp. 95-111.

18. « La seguridad colectiva y los derechos humanos : el papel de las organizaciones internacionales » in E.M. GARCÍA RICO y M.I. TORRES CAZORLA (dir.), *La sociedad internacional del siglo XXI : nuevas perspectivas del sector de la seguridad*, Madrid, Plaza y Valdés, 2011, pp. 99-119.

Communications à des colloques suivies de publication

19. « Un outil de renforcement de l'autorité des arrêts de la Cour européenne des droit de l'Homme », Actes du Colloque *La pratique des opinions séparées à la Cour européenne des droits de l'Homme*, organisé sous la direction de Y. LECUYER & K. LUCAS avec l'appui de la FONDATION RENE CASSIN à l'Université de Perpignan, les 24 et 25 septembre 2020, à paraître aux éditions Pedone.
20. « Mandat impératif et Recall sont-ils compatibles avec les principes démocratiques du Conseil de l'Europe ? », Actes du Colloque *La révocation populaire des élus*, organisé sous la direction de C.-E. SENAC à l'Université de Bordeaux, les 17 et 18 octobre 2019, à paraître aux éditions Mare&Martin.
21. « Les servitudes à l'épreuve de la souveraineté », Actes du Colloque franco-italien *La servitude – une vieille notion neuve ?*, organisé sous la direction de A.-M. LUCIANI & L. LORENZINI à l'Université de Corse, les 4 et 5 avril 2019, à paraître.
22. « Les programmes de Legacy – Perspectives comparées Tribunaux pénaux internationaux et juridictions internationalisées », Actes de la Journée d'étude internationale *Archives et juridictions internationales*, organisée sous la direction de P. BODEAU-LIVINEC, J.-L. ITEN, Y. POTIN & A. BREJON à l'Université Paris Nanterre, le 17 décembre 2018, à paraître.
23. « L'action des acteurs privés dans la gestion des frontières : quel État de droit pour les questions migratoires ? », Actes du Colloque international *Crise de l'État de droit et globalisation : Quel État de droit dans une Europe en crise ?* organisé sous la direction de M.-L. BASILIEU-GAINCHE & E. CARPANO à l'Université Lyon 3, les 11 et 12 octobre 2018, *Revue des droits et des libertés fondamentaux*, <http://www.revuedlf.com>.
24. « Les réserves aux traités en matière de droits de l'Homme et religions », Actes du colloque *Religion et Droit international* organisé à l'Université Paris Nanterre le 13 octobre 2016, in N. HAUPAIS & A.-L. VAURS-CHAUMETTE, *Religion et Droit international*, Paris, Pedone, pp. 159-171.
25. « Les mécanismes internationaux de lutte contre les mariages forcés », Actes des journées d'études *Mariages forcés et droit* organisées à l'Université Toulouse 1 Capitole en 2017, in V. NDIOR (dir.), *Les mariages forcés et le droit*, Paris, Institut universitaire Varenne, Collection Colloques & Essais, 2018, pp. 169-181.
26. « Le féminicide ou la traduction du caractère discriminatoire des violences faites aux femmes », Actes des Universités d'été de Minsk (Biélorussie) sur le thème *Droits des femmes dans le monde d'aujourd'hui* du 21 au 26 juin 2016, 11p., à paraître.
27. « Le dialogue des juges internes et internationaux – précision de la règle coutumière internationale : la question des immunités en cas de crimes graves », en collaboration avec C. BORIES, Actes du 9^e Colloque international des droits de l'Homme sur le thème *Interaction entre tribunaux nationaux et internationaux* sous la direction de P.J. PARARAS, à Athènes (Grèce) du 14 au 16 juin 2016, *Annuaire des droits de l'Homme*, 2015-2016, Volume IX, pp. 323-339.
28. « Lanceurs d'alertes : la nécessité de l'établissement d'un statut en droit international ? », Actes du colloque international *Lanceurs d'alerte et droits de l'Homme* sous la direction de S. SLAMA et J.-P. FOEGLE, à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne les 9 et 10 avril 2015, *Revue des droits de l'Homme*, n°10, 13 juillet 2016, <http://revdh.revues.org/2489>, 13 p.

29. « Les libertés politiques des fonctionnaires internationaux », Actes du colloque *Les libertés politiques : socle pour un ordre public européen ?* à l'Université de Poitiers en juin 2013, in C. LAGEOT (dir.), *Les libertés politiques : socle pour un ordre public européen ?*, Paris, L.G.D.J., Presses universitaires de Poitiers, Actes et Colloques, 2015, pp. 99-114.
30. « Human Rights Protection and the Notion of Responsibility – Some Considerations about the European Case Law on State's Activities under U.N. Charter » Actes des Ateliers trinationaux sur *L'influence des droits de l'Homme sur le droit international* à Tbilissi (Géorgie) en septembre 2012, in N. WEIB & J.-M. THOUVENIN (dir.), *The Influence of Human Rights on International Law*, Berlin, Springer, 2015, pp. 93-110.
31. « Activités des organisations internationales et droit à un environnement sain », Actes des Universités d'été de Minsk (Biélorussie) sur le thème *Le droit à un environnement sain : délimitations et implications* du 23 au 28 juin 2015, <http://www.droit-fr-all-paris-ouest.fr/>, 11p.
32. « L'application des *smart-sanctions* par les États membres et la Communauté européenne », Actes du Colloque *A la rencontre des droit – Les rapports de systèmes après l'affaire Kadi* sous la direction de J.-M. THOUVENIN à l'Université Paris Nanterre, *Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne*, n°529, Juin 2009, pp. 367-372.

Communications à des colloques

33. « L'arrêt *Khan c. France* », après-midi d'étude *La France et la CEDH – Jurisprudence 2019*, organisé par Y. LECUYER à l'ILERI, automne 2020.
34. « Les Nations Unies et les accusations de génocide », intervention lors du *Colloque à l'occasion des 70 ans de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* organisé par Y. JUOVICS et R. LEBOEUF à l'Université d'Aix en Provence, les 3 et 4 décembre 2018.
35. « Dublin, pays tiers sûrs, externalisations des contrôles aux frontières, plateformes... : ces mécanismes juridiques, embûches du parcours migratoire », intervention lors du Colloque international *De l'émigration empêchée à l'immigration piégée – Les migrations sous contraintes* organisé par K. POULET, F. BALLIERE et N. FELDMAN à l'Université de Picardie Jules Verne, les 20 et 21 novembre 2018.
36. « La protection des minorités par le Conseil de l'Europe : quel impact pour les États non membres ? », intervention lors de l'Université itinérante franco-allemande dans les Balkans sur le thème *Les États balkaniques face à l'U.E. et aux organisations internationales régionales : perspectives de rapprochement*, organisée à Pristina (Kosovo) du 17 au 19 septembre 2018.
37. « Parcours d'exil : de la décision de partir au témoignage d'une vie », conférence donnée dans le cadre de l'Université populaire d'Amiens, à l'Espace Dewailly, le 27 novembre 2017.
38. « L'action de régulation des Cours régionales sur l'utilisation des législations anti-terroristes », intervention lors de l'Université trinationale de Lima (Pérou) sur le thème *Terrorisme, une menace évolutive*, au Centro des Altos Estudios Nacionales (CAEN) le 29 août 2017
39. « La gestion efficace des flux migratoires : le talon d'Achille de la libre circulation des personnes ? », intervention à l'Université trinationale de Lima (Pérou) sur le thème *Frontières, sécurité et migration*, au Centro des Altos Estudios Nacionales (CAEN) le 28 août 2017.
40. « De la demande d'asile à l'obtention d'un statut protecteur : une pluralité de réalités », conférence donnée dans le cadre de l'Université populaire d'Amiens, à l'Espace Dewailly, le 20 juin 2017.

41. « La problématique des lanceurs d’alerte en matière de protection des données numériques à caractère personnel », intervention au Colloque *La protection des données numériques à caractère personnel en Europe : Recherche d’un équilibre fonctionnel* organisé par la Fondation René Cassin et la Clinique des droits de l’Homme de Strasbourg à l’IIDH, le 20 septembre 2016.
42. « Le délai de saisine », intervention à la Journée d’étude *La saisine de la Cour européenne des droits de l’Homme* organisé par Y. LECUYER à l’Université d’Angers en février 2014.
43. « Le recours des personnes morales devant les organes européens de protection des droits de l’Homme : quels moyens pour quels résultats ? », intervention au Colloque *Acteurs, Stratégies collectives et Champ européen des droits de l’Homme*, sous la direction d’E. LAMBERT-ABDELGAWAD et alii, MISHA, Université de Strasbourg les 21-22 juin 2010.
44. « International Law ans EU Law : the Yusuf Case », intervention aux Rencontres doctorales, *Les Europes en comparaison*, à l’Institut Universitaire de Florence en Mai 2008.

Publications internet à comité de lecture

45. « La décision *Svetlana Jovic c. M.I.N.U.K.*, approfondissement inédit de l’obligation des Nations Unies en matière d’enquête », *Revue des droits de l’Homme*, note d’actualité du 27 septembre 2013.
46. « Human Rights Advisory Panel (Nations Unies et Art. 2 C.E.D.H.) : la décision *B.A. c. M.I.N.U.K.*, illustration du sérieux d’une solution initialement cosmétique », *Revue des droits de l’Homme*, note d’actualité du 24 avril 2013.

Autres publications

47. « Chef d’État » in C. LAURENT-BOUTOT, Y. LECUYER & D. THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l’Homme*, à paraître aux éditions Pedone.
48. « Injure » in C. LAURENT-BOUTOT, Y. LECUYER & D. THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l’Homme*, à paraître aux éditions Pedone.
49. « Mafia » in C. LAURENT-BOUTOT, Y. LECUYER & D. THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l’Homme*, à paraître aux éditions Pedone.
50. « Asile » in V. NDIOR et alii (dir.), *Dictionnaire de l’actualité internationale*, 3p., à paraître.
51. « Lanceur d’alerte » in V. NDIOR et alii (dir.), *Dictionnaire de l’actualité internationale*, 3p., à paraître.
52. « Organisation des Nations Unies » in V. NDIOR et alii (dir.), *Dictionnaire de l’actualité internationale*, 3p., à paraître.
53. « Erreur n°15 – Un traité international signé sans l’autorisation du Parlement viole l’article 53 de la Constitution et est dans ce cas dépourvu de force obligatoire » in A.-L. CHAUMETTE & R. MAUREL (dir.), *Contre-Annales de droit public – 66 erreurs que vous ne commettrez plus jamais*, Paris, Enrick -B- Éditions, Collection le Meilleur du droit, 2019, pp. 105-109.
54. « Erreur n°45 – L’article 9 de la Convention européenne des droits de l’Homme autorise sa violation dans certains cas » in A.-L. CHAUMETTE & R. MAUREL (dir.), *Contre-Annales de droit public – 66 erreurs que vous ne commettrez plus jamais*, Paris, Enrick -B- Éditions, Collection le Meilleur du droit, 2019, pp. 293-297.

55. « Erreur n°51 – Selon la Cour européenne des droits de l’Homme dans l’affaire *Soering*, la Convention s’applique à des États qui ne l’ont pas ratifiée » in A.-L. CHAUMETTE & R. MAUREL (dir.), *Contre-Annales de droit public – 66 erreurs que vous ne commettrez plus jamais*, Paris, Enrick -B- Éditions, Collection le Meilleur du droit, 2019, pp. 329-333.
56. « Erreur n°55 – Il n’existe en principe pas de hiérarchie des sources en droit international, mais une hiérarchie s’installe progressivement avec le *jus cogens* » in A.-L. CHAUMETTE & R. MAUREL (dir.), *Contre-Annales de droit public – 66 erreurs que vous ne commettrez plus jamais*, Paris, Enrick -B- Éditions, Collection le Meilleur du droit, 2019, pp. 355-359.

Participation à des programmes de recherche

57. *La Q.P.C. et les représentants d’intérêt – Techniques d’influence et influences sur la technique* dirigé par M. CHRISTELLE, B.-L. COMBRADE & C.-E. SENAC, Projet de recherche Q.P.C. 2020 financé par le Conseil constitutionnel [2018-2020]. Travail en cours en collaboration avec Maxence CHRISTELLE sur le thème : « QPC, représentants d’intérêt et droit des étrangers ».
58. *Mesures de réparation et responsabilité à raison des actes des organisations internationales* dirigé par D. SAROOSHI au Centre de Recherche de l’Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas), en Août 2011. Préparation d’une contribution sur le thème « Les limitations portées aux actes des organisations internationales : le cas des administrations territoriales internationales contrôlées par les Nations Unies et de leurs Hauts Représentants ».

Modérateur

59. Discutant de la table ronde « Quelle place pour la religion en Europe et au-delà ? » lors du Colloque international *État et Religion – La souveraineté de l’individu* organisé par C. HUSSON-ROCHCONGAR à l’Université de Picardie Jules Verne, le 15 décembre 2016.

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

Cours magistraux

Matières actuellement enseignées :

- *Relations internationales*, L1 Droit, Université de Picardie Jules Verne, 27 heures.
- *Droit international public*, L3 Droit, Université de Picardie Jules Verne, 30 heures.
- *Droit international pénal*, M1 Droit, Université de Picardie Jules Verne, 15 heures.
- *Droit administratif général*, M1 Prépa Concours, IPAG, Université de Picardie Jules Verne, 18 heures.
- *Droit des conflits*, M2 Histoire, Université de Picardie Jules Verne, 20 heures.
- *Individu et droit international*, M2 et Magistère Histoire et Relations internationales, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 20 heures.
- *Law of armed conflict*, en collaboration avec S. Zasova, M2 Sécurité internationale, SciencesPo, Paris School of International Affairs, 24 heures.

Matières antérieurement enseignées :

- *Protection internationale des droits de l’Homme*, DU Organisations et juridictions pénales internationales, Université Paris Nanterre, 15 heures (2016-2019).
- *Questions européennes*, Prépa intégrée CPI concours IRA, IPAG, Université de Picardie Jules Verne, 30 heures (2018-2019).

- *Protection européenne des droits de l'Homme*, L3 Droit, Université Catholique de Lille – Campus d'Issy les Moulineaux, 30 heures (2017-2019).
- *Méthodologie juridique*, Bachelor 2 Relations internationales, ILERI, 20 heures (2015-2018).
- *Droit international*, Bachelor 3 Relations internationales, ILERI, 20 heures (2015-2018).
- *Protection européenne des droits de l'Homme*, M1 Droit, Université de Picardie Jules Verne, 30 heures (2016-2017).
- *Droit administratif général*, Prépa intégrée CPI concours IRA, IPAG, Université de Picardie Jules Verne, 40 heures (2016-2017 à 2017-2018).

Travaux dirigés

Matières actuellement enseignées :

- *Droit matériel de l'Union européenne*, L3 Droit, Université de Picardie Jules Verne, 18 heures.

Matières antérieurement enseignées :

2016-2018

- *Protection européenne des droits de l'Homme*, M1 Droit, Université de Picardie Jules Verne, 18 heures.
- *Droit administratif*, L2 Droit et Science politique, Université de Picardie Jules Verne, 40 heures annuelles.
- *Protection européenne des droits de l'Homme*, M1 Droit, Université de Picardie Jules Verne, 18 heures.

2015-2016

- *Droit constitutionnel*, L1 Droit, Université de Picardie Jules Verne, 40 heures annuelles.
- *Droit administratif*, L2 Droit et Science politique, Université de Picardie Jules Verne, 40 heures annuelles.

2014-2016

- *Exercices transversaux en droit international et européen*, B2 et B3 Droit, Université de Neuchâtel.
- *Droit constitutionnel*, L1 Droit, Université Paris Nanterre, 20 heures.

2012-2015

- *Droit international public*, Bachelor 3 Relations internationales, ILERI, 20 heures.
- *Droit constitutionnel*, L1 Droit, Université Paris Nanterre, 20 heures.

2010-2012

- *Introduction aux institutions politiques*, L1 Droit, Université Paris Nanterre, 20 heures.
- *Conférences de méthodes en internationalisation du droit*, L3 Droit, 15 heures.
- *Protection internationale des droits de l'Homme*, M1 Droit, Université Paris Nanterre, 18 heures.

2007-2010

- *Introduction aux institutions politiques*, L1 Droit, Université Paris Nanterre, 20 heures.
- *Droit constitutionnel*, L1 Droit, Université Paris Nanterre, 20 heures.
- *Protection internationale des droits de l'Homme*, M1 Droit, Université Paris Nanterre, 18 heures.

Autres activités d'enseignement

- *Conférence sur la fonction de Juge-Assesseur HCR à la CNDA*, Université de Montpellier, Master 2, 2020, 2 heures.
- *Cours sur le système européen de protection des droits de l'Homme*, Session d'enseignement annuelle 2019, Fondation René Cassin, Strasbourg, 10 heures.
- *Cours sur le système européen de protection des droits de l'Homme*, Session d'enseignement au Sénégal 2018, Fondation René Cassin, Dakar, 6 heures.
- *Séminaire de préparation aux épreuves du Diplôme de l'IIDH*, Session d'enseignement annuelle 2018, Fondation René Cassin, Strasbourg, 10 heures.
- *Exercices pratiques*, Session d'enseignement au Sénégal 2017, Fondation René Cassin, Dakar, 10 heures.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- **Responsable pédagogique de la Licence Anglais-Droit, Université de Picardie Jules Verne – depuis septembre 2018.**
- Membre d'un comité de sélection pour le recrutement d'un Maître de conférences :
 - o Section 02, Université Paris Nanterre, session synchronisée 2018.
 - o Section 03, Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis, session synchronisée 2018.
- Présidente du comité de sélection pour le recrutement d'ATER en droit public, Université de Picardie Jules Verne en 2017.
- Présidente de jury de baccalauréat, Académie d'Amiens, 2018.
- Directrice des enseignements lors des 42^e, 43^e et 44^e Session annuelles de la Fondation René Cassin (IIDH) – 2011, 2012 et 2013.
- Représentante des doctorants au conseil de l'École doctorale de l'Université Paris Nanterre – 2009-2011.

AUTRES ACTIVITES

Comités de lecture

- Membre du Comité de lecture de la revue électronique ouverte collaborative en sciences ALEA, <https://alea.unimes.net/>

Consultations

- Notes en droit international, européen et constitutionnel auprès du Cabinet d'avocats au Conseil CELICE – BLANCPAIN – SOLTNERs, 59 rue de la Boétie 75006 Paris, en 2014.
- Audition par la Commission des Questions juridiques et des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe les 27 et 28 mai 2013 sur la question de l'obligation des institutions internationales de rendre compte de leurs actes en matière de droits de l'Homme, à Izmir (Turquie)

Concours de plaidoirie

- Participation au jury du Concours de la Parole de Socrate à Amiens en 2019.
- Participation au jury des ateliers de plaidoirie organisés par l'Oratoire amiénois en 2019.
- Encadrement de l'équipe de l'École des Hautes Études Politiques au Concours Rousseau de droit international en 2016.
- Encadrement de l'équipe de l'Université Paris Nanterre au Concours Rousseau de droit international en 2009.

LANGUES

- Anglais (C1)
- Espagnol (C1)
- Russe (B2)